



P.O. Box 5481  
CH-1211 Geneva 11  
SWITZERLAND

Tel: + 41 22 320 35 56  
Tel : +41 79 419 91 36  
Fax: +41 22 329 29 05  
E-mail : [contact@cecal.net](mailto:contact@cecal.net)  
<http://www.cecal.net>

ECCLA - Exchange and Cooperation Centre for Latin America

CECAL - Centre d'Echanges et Coopération pour l'Amérique Latine

CICAL - Centro de Intercambios y Cooperación para América Latina

**Le Comité Exécutif du CECAL vous présente ses meilleures salutations et vous invite à  
participer à la Conférence - Débat**

***“ La démocratie en Amérique latine entre mythe et réalité ”***

Organisée par les Amis du Monde Diplomatique en collaboration avec  
le Collectif COLORES LATINO AMERICANOS

Scène Nationale de la Rose des Vents, Villeneuve d'Ascq,  
Lundi 17 novembre 2003, 20h30

### **Conférenciers**

M. Maurice LEMOINE, Rédacteur en chef adjoint, Le Monde Diplomatique, France  
M. Michel CELI VEGAS, Président du Centre d'Echanges et Coopération pour l'Amérique latine -  
CECAL, Suisse



P.O. Box 5481  
CH-1211 Geneva 11  
SWITZERLAND

Tel: + 41 22 320 35 56  
Tel: +41 79 419 91 36  
Fax: +41 22 329 29 05  
E-mail : contact@cecal.net  
<http://www.cecal.net>

ECCLA - Exchange and Cooperation Centre for Latin America

CECAL - Centre d'Echanges et Coopération pour l'Amérique Latine

CICAL - Centro de Intercambios y Cooperación para América Latina

## **“ La démocratie en Amérique latine entre mythe et réalité ”**

Conférence organisée par les Amis du Monde Diplomatique en collaboration avec le Collectif  
COLORES LATINO AMERICANOS  
Scène Nationale de la Rose des Vents, Villeneuve d'Ascq,  
Lundi 17 novembre 2003, 20h30

Exposé du M. Michel CELI VEGAS  
Président du Centre d'Echanges et Coopération pour l'Amérique latine

Au nom du Centre d'Echanges et Coopération pour l'Amérique latine – CECAL, je remercie les organisateurs de cette Conférence de m'avoir invité à intervenir sur un sujet très important relatif à la réalité changeante de l'Amérique latine.

Je commencerai mon exposé par la deuxième partie de ce titre, c'est-à-dire, la réalité démocratique qu'expérimente la mosaïque des pays de l'Amérique latine.

Je présume, dans mon exposé, que vous êtes d'accord que la démocratie, telle qu'elle est définie par les pays occidentaux et malgré des distorsions dans certains cas, est présente dans tous les pays latino-américains à l'exception de Cuba. Les dictatures militaires, qui caractérisaient ces pays dans les années 70, ne pourraient plus émerger aujourd'hui.

Permettez-moi de formuler trois questions.

### **1. *La démocratie a-t-elle résolu les problèmes pour lesquels les électeurs ont été appelés à participer par le biais des processus électoraux?***

La réalisation des processus électoraux est associée à un changement de modèle économique. Les électeurs choisissent un candidat lors d'élections locales, régionales ou nationales sur la base de programmes qui mettent l'accent sur l'atténuation ou l'élimination des problèmes urgents essentiellement de type économique. La lutte contre la pauvreté, la création de nouvelles opportunités de travail, l'incorporation des petites et moyennes entreprises dans des programmes de développement, la redistribution des revenus, l'éradication des problèmes locaux, etc. sont des thèmes répétitifs dans toutes les campagnes électorales des candidats de droite, de gauche ou du centre. Ces promesses ne sont pas tenues, dans un éventuel gouvernement, car elles trébuchent sur des conditions structurelles et conjoncturelles des modèles économiques.



P.O. Box 5481  
CH-1211 Geneva 11  
SWITZERLAND

Tel: + 41 22 320 35 56  
Tel : +41 79 419 91 36  
Fax: +41 22 329 29 05  
E-mail : contact@cecal.net  
<http://www.cecal.net>

ECCLA - Exchange and Cooperation Centre for Latin America

CECAL - Centre d'Echanges et Coopération pour l'Amérique Latine

CICAL - Centro de Intercambios y Cooperación para América Latina

Un modèle économique est le résultat de facteurs exogènes et endogènes et son changement ne peut se faire sans tenir compte les interrelations entre les organisations internationales, les Etats, les entreprises et la société civile.

En Amérique latine, le modèle d'industrialisation par substitution des importations a été présent dans les actions des gouvernements des années soixante et soixante-dix. Les mesures appliquées sur les secteurs réel, monétaire, fiscal et externe tendaient à créer une économie dirigée par un Etat fort. Certains secteurs se sont développés grâce au financement des marchés internationaux. Sur le plan politique, c'était la guerre froide et les dictatures militaires installées en Argentine, Brésil, Chili ou Pérou représentaient l'option la plus adaptée pour écarter les pays d'une éventuelle influence soviétique.

Lors de la crise de la dette externe, qui a éclaté en 1982, certaines économies latino-américaines se sont restructurées. L'Etat présent dans les divers secteurs de production et commercialisation de biens et services, en a été expulsé. La « décennie perdue », comme on appelle les années 80, est caractérisée par des problèmes financiers et les gouvernements ont été contraints à négocier de continus arrangements avec les organismes de Bretton Woods, des banques américaines et européennes et des gouvernements dans le cadre du Club de Paris.

Dans les années 90, des mesures néo-libérales pour contrôler l'hyper-inflation sont appliquées dans la plupart des pays. C'était l'époque où des recommandations du Consensus de Washington, l'instauration de la dollarisation en Argentine, des programmes de réajustements structurels du FMI et de la Banque mondiale étaient des modèles pour les actions des gouvernements.

Les divers modèles économiques essayés pendant les 40 dernières années semblent ne pas avoir été adaptés à la réalité des pays. La redistribution inégalitaire des revenus a semé une pauvreté structurelle. A l'heure actuelle, on assiste à la **crise du modèle économique**. Il est illusoire donc, de demander aux gouvernants de mettre en place des mesures unilatérales pour renverser la situation de dégradation de l'économie. En tous cas, la démocratie, synonyme d'entente entre les acteurs politiques, ne peut pas être considérée comme un élément nécessaire et suffisant pour changer le modèle économique.

## 2. *La démocratie a-t-elle eu les mêmes conséquences dans tous les pays?*

Des démocraties récentes (Pérou, Equateur, Bolivie), des démocraties anciennes (Colombie, Venezuela) ainsi que des gouvernements issus de groupes différents à des partis traditionnels (Lula au Brésil, Lucio Gutiérrez en Equateur et Hugo Chavez au Venezuela) semblent faire face à des éléments coïncidents qui caractérisent la fragilité démocratique des gouvernements latino-américains.



P.O. Box 5481  
CH-1211 Geneva 11  
SWITZERLAND

Tel: + 41 22 320 35 56  
Tel: +41 79 419 91 36  
Fax: +41 22 329 29 05  
E-mail : [contact@cecal.net](mailto:contact@cecal.net)  
<http://www.cecal.net>

ECCLA - Exchange and Cooperation Centre for Latin America

CECAL - Centre d'Echanges et Coopération pour l'Amérique Latine

CICAL - Centro de Intercambios y Cooperación para América Latina

- la perte de confiance dans l'Etat. Il n'est plus une instance de coordination sociale et en conséquence est soumis à des pressions permanentes des groupes de pouvoir. Les institutions judiciaires et administratives ne bénéficient pas de l'autonomie et de l'indépendance pour réaliser leurs tâches selon la Constitution et les dispositions en vigueur. Elles sont attachées à l'entourage des dirigeants politiques.
- la perte de confiance dans les partis politiques traditionnels. Ils sont accusés de corruption et de défendre leurs propres intérêts. Les gouvernements installés ne sont pas élus par la majorité des électeurs ; ce qui oblige les groupements politiques, de droite et de gauche, à faire des alliances ad hoc au Parlement et à l'exécutif.
- la naissance des populismes de gauche et de droite. Il est le résultat de l'inertie des partis politiques traditionnels. Les institutions (familles, écoles, entreprises, syndicats, partis politiques) ne sont plus adaptées à la réalité. La méfiance et la peur sur l'avenir donnent la chance à des leaders charismatiques, sans programmes réalistes, de gagner des élections.
- la participation croissante de la société civile. Elle revendique des actions en faveur de certains secteurs moyennant des mesures de pression sur les gouvernements de manière critique et vigilante. Les organisations représentatives dépassent les frontières nationales et utilisent leur réseau pour être présentes aussi auprès des organisations internationales.
- la présence de groupes protestataires dans toutes les couches sociales. Des indigènes, des classe moyennes, des producteurs de coca, etc. font opposition à des mesures mises en place par les gouvernements.
- l'influence permanente et croissante des moyens de communication dans la vie politique. La presse écrite est un moyen pour dénoncer les abus des autorités de même qu'elle prend parti dans certaines décisions des électeurs. Les sondages indiquant la popularité ou l'impopularité des gouvernants peuvent engendrer des crises sociales.
- les modifications de la Constitution et des lois pour favoriser les gouvernants. Les lois ne sont pas appliquées. Elles sont interprétées et violées par l'entourage des groupes de pouvoir. Ceci provoque l'augmentation des procédures juridiques pour résoudre les problèmes politiques.
- le trafic de drogues, les groupes de guérilleros et les réseaux de corruption semblent ne pas disparaître. Certains gouvernements (Collor de Mello au Brésil et Fujimori au Pérou) ont été obligés de démissionner à cause de la corruption.



P.O. Box 5481  
CH-1211 Geneva 11  
SWITZERLAND

Tel: + 41 22 320 35 56  
Tel: +41 79 419 91 36  
Fax: +41 22 329 29 05  
E-mail : [contact@cecal.net](mailto:contact@cecal.net)  
<http://www.cecal.net>

ECCLA - Exchange and Cooperation Centre for Latin America

CECAL - Centre d'Echanges et Coopération pour l'Amérique Latine

CICAL - Centro de Intercambios y Cooperación para América Latina

- la présence permanente de l'Organisation des Etats Américains (OEA) pour contrôler la démocratie. Elle participe à des processus d'élections douteuses moyennant la participation d'observateurs et réalise des missions de médiation lorsque certains pays deviennent instables par la violation des principes démocratiques.

Ces caractéristiques nous amènent à conclure qu'il y a une *crise du modèle représentatif*. Les partis politiques, base de la démocratie, ont besoin de récupérer la crédibilité et réinstaurer la confiance envers les règles démocratiques. Pour cela, les institutions latino-américaines peuvent s'appuyer sur les institutions européennes.

### 3. *La démocratie doit-elle s'adapter ou s'opposer à la mondialisation économique?*

La globalisation croissante a engendré d'un côté l'acquisition d'actifs d'entreprises, la délocalisation des centres de production, la déconfiture des marchés boursiers. D'un autre côté, elle a exacerbé la suppression des postes de travail, la diminution de dépenses publiques, l'élimination des subsides. Ces effets ont été pernicieux pour les pays latino-américains si l'on considère les structures primaires et obsolètes de certains secteurs économiques.

Certains gouvernants ont été renversés suite à des protestations généralisées. Jamil Mahuad pour avoir appliqué la dollarisation dans l'économie équatorienne ; Fernando de la Rúa en Argentine pour ne pas être arrivé à disposer des mécanismes financiers avec l'accord du FMI ; et récemment Gonzalo Sanchez de Lozada en Bolivie pour avoir appliqué des mesures pour privatiser le gaz et l'eau. La classe politique a été contrainte de prendre conscience que pour restaurer la paix sociale, sans compromettre la démocratie, il fallait concilier les décisions des gouvernements avec les demandes des secteurs d'entrepreneurs, des syndicats et de toutes les couches sociales.

Outre les effets de la globalisation, il faudrait ajouter les manœuvres des gouvernements dans le processus d'intégration en Amérique latine. Le Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay et ses associés le Chili et la Bolivie) et la Communauté Andine (Bolivie, Colombie, Equateur, Pérou, Venezuela) sont les systèmes le plus représentatifs de la région. Ces systèmes ne disposent pas des structures financières solides et les pays doivent faire face à deux propositions de fond. Celle du Brésil, initiée par Cardoso et suivie par Lula, de renforcer le Mercosur et la Communauté Andine pour signer après un accord en bloc avec les Etats-Unis et l'Union Européenne. Celle des Etats-Unis, de signer des accords bilatéraux avec chacun des pays suivant le modèle de l'ALENA (Etats-Unis, Canada et Mexique) lui permettant de créer la zone de libre échange des Amériques. Rappelons que l'Union Européenne a signé des accords avec le Mexique et le Chili et elle prépare l'accord avec le Mercosur. Du côté des Etats-Unis, le Chili et les pays de l'Amérique centrale ont initié des accords bilatéraux.



P.O. Box 5481  
CH-1211 Geneva 11  
SWITZERLAND

Tel: + 41 22 320 35 56  
Tel: +41 79 419 91 36  
Fax: +41 22 329 29 05  
E-mail : contact@cecal.net  
<http://www.cecal.net>

ECCLA - Exchange and Cooperation Centre for Latin America

CECAL - Centre d'Echanges et Coopération pour l'Amérique Latine

CICAL - Centro de Intercambios y Cooperación para América Latina

La mondialisation économique a eu des effets contraires sur la mondialisation politique. L'existence des règles globalisées a conduit les électeurs à transférer la responsabilité politique aux autorités locales. La démocratie en tant que forme de gouvernement, reste un mécanisme flottant et affaibli face à la mondialisation. On assiste à la *crise du système international*.

Jusqu'ici je vous ai présenté les principaux éléments de la réalité démocratique. Maintenant, je vais passer à l'analyse de la première partie du titre de cette conférence, c'est-à-dire, le mythe de la démocratie. Pour cela, je me permets aussi de poser trois questions.

### *1. Quel type de démocratie désirent les latino-américains? (Électeurs)*

La plupart des latino-américains désirent renoncer à un peu de démocratie en échange de la satisfaction des besoins économiques. Ils s'interpellent sur les résultats de la corrélation entre démocratie et pauvreté. Ils pensent que des problèmes économiques peuvent être résolus par des dispositions juridiques plus claires et appliquées à tous.

Les latino-américains aimeraient des Présidents forts. Néanmoins, l'accumulation des pouvoirs dans l'exécutif peut amener à des dictatures constitutionnelles. Il est recommandable de rappeler que la séparation des pouvoirs et l'indépendance et l'autonomie des institutions sont la base du système démocratique.

Les latino-américains aimeraient le bien-être sans considérer les conséquences des interactions des autres agents. Le conflit rural urbain, agricole industriel et la destruction des valeurs traditionnelles sont indissociables de l'évolution des sociétés. Ceux-ci peuvent s'exacerber avec le développement des technologies de la communication.

Les latino-américains ne désirent pas abandonner la démocratie, mais ils préfèrent changer leurs leaders. Leurs réclamations se font sur les failles du système et envisagent des initiatives pour construire un modèle adéquat à leur réalité. Il faut prendre conscience des atouts de chaque pays et ne pas penser qu'il faut sortir ou entrer dans un système ou un autre. Il faut résoudre cette *crise d'identité*.



P.O. Box 5481  
CH-1211 Geneva 11  
SWITZERLAND

Tel: + 41 22 320 35 56  
Tel: +41 79 419 91 36  
Fax: +41 22 329 29 05  
E-mail : [contact@cecal.net](mailto:contact@cecal.net)  
<http://www.cecal.net>

ECCLA - Exchange and Cooperation Centre for Latin America

CECAL - Centre d'Echanges et Coopération pour l'Amérique Latine

CICAL - Centro de Intercambios y Cooperación para América Latina

## **2. *Quelles sont des propositions pour la démocratie? (Décideurs nationaux)***

Il est nécessaire de rappeler que seule la volonté politique des acteurs (organisations internationales, Etats, entreprises y société civile) rendra possible la conduite de processus démocratiques et programmes cohérents et réalisables dans le court, moyen et long terme.

Les partis politiques et la démocratie parlementaire représentent la base pour éviter la déformation de la participation populaire. Les processus démocratiques doivent être transparents et impartiaux. Pour cela, il est nécessaire de renforcer les partis politiques moyennant la dotation des financements, des contrôles des sources financières ; d'intégrer des groupes représentatifs de la société civile en considérant les problèmes des minorités (indiens, amazoniens, etc.).

Le dialogue social est impératif et doit s'installer avec la participation des groupes parlementaires, des ONG, des Commissions de la vérité, des organisations internationales et régionales.

## **3. *Quelles sont les perspectives pour la démocratie? (Décideurs et pouvoirs internationaux)***

Les caractéristiques du monde globalisé et articulé autour des relations économiques et financières ont cédé leur place aux thèmes de sécurité depuis les attentats du 11 septembre 2001. L'ennemi n'est plus la dette externe, ni la crise financière des pays émergents, ni le protectionnisme. L'ennemi actuel est quelqu'un contre qui on va lutter avec un système d'information et d'intelligence électronique.

Face à cette nouvelle réalité, il est nécessaire d'établir une nouvelle légalité. Les Etats-Unis ont mis en place des mesures pour bafouer le droit international (intervention militaire dans les pays sans l'approbation de l'ONU), de même que pour restreindre l'entrée sur le territoire américain (contrôles biométriques moyennant une puce électronique dans le passeport et prise de photos et empreintes digitales).

Dans le cadre multilatéral, il faut ajouter les priorités dans des décisions de l'Organisation Mondiale du Commerce. Les éliminations des subventions agricoles aux Etats Unis et dans les pays européens et les autorisations pour produire des médicaments dans les pays en développement sont des thèmes qui affaiblissent les structures démocratiques.



P.O. Box 5481  
CH-1211 Geneva 11  
SWITZERLAND

Tel: + 41 22 320 35 56  
Tel : +41 79 419 91 36  
Fax: +41 22 329 29 05  
E-mail : [contact@cecal.net](mailto:contact@cecal.net)  
<http://www.cecal.net>

**ECCLA** - Exchange and Cooperation Centre for Latin America

**CECAL** - Centre d'Echanges et Coopération pour l'Amérique Latine

**CICAL** - Centro de Intercambios y Cooperación para América Latina

La démocratie en Amérique latine ne fait plus partie des préoccupations des Etats-Unis dans le nouvel ordre établi après le 11 septembre 2001. La démocratie imposée ou la dictature déguisée de démocratie peut ressurgir comme forme de gouvernement sous subterfuge de la sécurité hémisphérique. Entre temps la corruption, le trafic des drogue, des groupes de guérilleros, les inégalités dans la redistribution des revenus, la pauvreté, le chômage, la marginalisation continuent à représenter des dangers pour la paix sociale et des bombes à retardement pour la survie de la démocratie. L'agonie, l'angoisse et la désillusion des latino-américains pour la démocratie continueront sous de nouvelles formules.

Novembre 2003

Michel CELI VEGAS